

Un nouvel algorithme de Google limite l'accès aux sites Web progressistes et de gauche

Au cours des trois mois écoulés depuis que le monopole des moteurs de recherches sur Internet, Google, a annoncé qu'il fallait empêcher les utilisateurs d'accéder à de "fausses infos" (fake news), le classement mondial du trafic d'une large gamme d'organisations de gauche, progressistes, anti-guerre et démocratiques a considérablement diminué.



Le 25 avril 2017, Google a annoncé qu'il avait mis en place des modifications de son service de recherche pour rendre plus difficile pour les usagers d'accéder à ce qu'il appelait des informations "de mauvaise qualité" telles que les "théories du complot" et les "fausses infos".

La société a déclaré dans un article de blog que l'objectif central de la modification de son algorithme de recherche était de donner au géant des recherches un plus grand contrôle dans l'identification du contenu jugé répréhensible par ses directives. Il a déclaré qu'il avait

"amélioré nos méthodes d'évaluation et effectué des mises à jour algorithmiques" afin de "contenir un contenu plus autorisé".

Google a poursuivi :

"Le mois dernier, nous avons mis à jour nos lignes directrices sur la qualité de la recherche (Search Quality Rater Guidelines) pour fournir des exemples plus détaillés de pages Web de mauvaise qualité pour que les évaluateurs puissent les signaler de manière appropriée". Ces modérateurs sont invités à signaler "les expériences qui pourraient perturber des usagers", y compris les pages qui présentent de "théories du complot", sauf si "la requête indique clairement que l'utilisateur recherche un autre point de vue".

Google n'explique pas précisément ce qu'il entend par le terme "théorie du complot". En utilisant la catégorie large et amorphe des "fausses infos", l'objectif du changement dans le système de recherche de Google est de restreindre l'accès à des sites Web présentant des opinions différentes, dont la couverture et l'interprétation des événements s'opposent à celles des médias de l'establishment tels que le *New York Times* et le *Washington Post*.

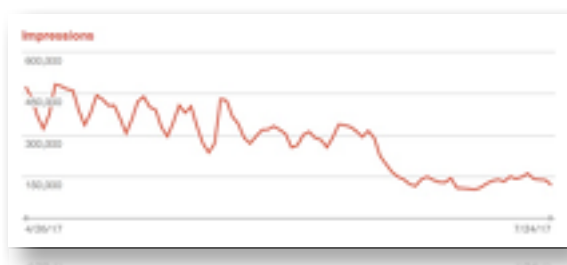
En signalant le contenu de telle sorte qu'il n'apparaît pas dans les premières une ou deux pages d'un résultat de recherche, Google est capable de bloquer efficacement l'accès des usagers à celui-ci. Étant donné qu'une grande partie du trafic sur le Web est influencée par les résultats de recherche,

Google peut dissimuler ou enterrer efficacement le contenu auquel il s'oppose, grâce à la manipulation des classements des recherches.

Le mois dernier, la Commission européenne a imposé une amende de 2,7 milliards de dollars à la société pour avoir manipulé les résultats des recherches pour orienter les usagers de manière inappropriée vers son propre service de comparaison, *Google Shopping*. Maintenant, il semble que Google utilise ces méthodes criminelles pour empêcher les utilisateurs d'accéder aux points de vue politiques que l'entreprise considère comme répréhensibles.

Le *World Socialist Web Site* (WSWS) fait partie des cibles des nouvelles "méthodes d'évaluation" de Google. En avril 2017, 422 460 visites au WSWS venaient de recherches Google, ce chiffre a chuté à environ 120 000 ce mois-ci, soit une baisse de plus de 70 pour cent.

Même si l'on utilise des termes de recherche tels que "socialiste" et "socialisme", les lecteurs nous ont informés qu'il leur était de plus en plus difficile de localiser le *World Socialist Web Site* dans les recherches de Google.



Les références des recherches de Google vers le WSWS ont diminué d'environ 70 pour cent

Selon le service d'outils pour les webmestres de Google, le nombre de recherches qui ont permis aux usagers de voir le contenu du *World Socialist Web Site* (c'est-à-dire un article WSWS apparu dans une recherche Google) est passé de 467 890 par jour à 138 275 au cours des trois derniers mois. La position moyenne des articles dans les recherches, entre-temps, est passée de 15,9 à 37,2 au cours de la même période.

David North, président du Conseil de rédaction international du WSWS, a déclaré que Google était engagé dans la censure politique.

"Le *World Socialist Web Site* existe depuis près de 20 ans", a-t-il déclaré, "et il a développé un large public international. Au cours du printemps dernier, le nombre de visites individuelles au WSWS par mois dépassait 900 000".

"Alors qu'un pourcentage significatif de nos lecteurs se rend directement sur le WSWS, de nombreux internautes accèdent au site via des moteurs de recherche, dont Google est le plus utilisé. Il n'y a pas d'explication innocente pour la chute extraordinairement forte du lectorat, pratiquement du jour au lendemain, en provenance des recherches Google".

"L'affirmation de Google selon laquelle il protège ses lecteurs contre les "fausses infos" est un mensonge politique. Google, un monopole massif, avec les liens les plus étroits avec les agences de l'état et du renseignement, bloque l'accès au WSWS et à d'autres sites Web progressistes et de gauche grâce à un système de recherches biaisé".

Au cours des trois mois écoulés depuis que Google a mis en œuvre les modifications apportées à son moteur de recherche, moins de personnes ont eu accès aux sites d'information de gauche et anti-guerre.

Sur la base des informations disponibles sur les analyses d'Alexa, d'autres sites qui ont subi des baisses dans le classement incluent WikiLeaks, Alternet, Counterpunch, Global Research, Consortium News et Truthout. Même les groupes de défense des droits démocratiques tels que l'Union américaine pour des libertés civiles et Amnesty International semblent avoir été touchés.

Traffic Metrics						Rank in Country: United States	Export CSV	?
Site	Global Rank	Rank in Country (US)	Global Reach %	Global Pageviews %				
alternet.org	7,340	1,973	0.016%	0.000627%	▼ 1,236	▼ 15.74%	▼ 11.98%	
globalresearch.ca	19,582	14,272	0.00575%	0.000233%	▼ 5,036	▼ 25.92%	▼ 21.71%	
aclu.org	22,577	4,610	0.00512%	0.000188%	▼ 10,571	▼ 44.93%	▼ 50.74%	
counterpunch.org	24,510	8,959	0.00424%	0.000206%	▼ 1,372	▼ 4.99%	▼ 2.35%	
amnesty.org	27,190	38,828	0.00363%	0.000202%	▼ 2,336	▼ 9.01%	▼ 4.33%	
truth-out.org	38,407	9,698	0.003%	0.0000958%	▼ 7,077	▼ 18.93%	▼ 18.65%	
wsws.org	40,213	23,984	0.00236%	0.00013%	▼ 8,408	▼ 19.98%	▼ 24.89%	
truthdig.com	43,385	12,451	0.00235%	0.000101%	▼ 10,891	▼ 24.71%	▼ 29.66%	
antiwar.com	58,026	17,055	0.00177%	0.0000658%	▼ 8,789	▼ 15.84%	▼ 16.17%	
consortiumnews.co...	71,921	25,558	0.00142%	0.0000484%	▼ 12,646	▼ 18.20%	▼ 21.75%	

Un large éventail de sites de gauche, progressistes, et anti-guerre ont vu diminuer leur rang dans les palmarès du trafic au cours des derniers mois

Selon Google Trends, le terme "fausses infos" a quadruplé en popularité au début de novembre, à l'époque des élections américaines, alors que les démocrates, les médias et les agences de renseignement cherchaient leur imputer la responsabilité de la victoire électorale de Donald Trump sur Hillary Clinton.

Le 14 novembre, le *New York Times* a proclamé que Google et Facebook

"ont fait face à de nombreuses critiques sur les fausses infos sur leurs sites qui ont influencé le résultat des élections présidentielles" et qu'ils prendraient des mesures pour lutter contre les "fausses infos".

Dix jours plus tard, le *Washington Post* a publié un article intitulé

"L'effort de propagande russe a contribué à diffuser de "fausses infos" lors des élections, disent les experts", qui ont cité un groupe anonyme appelé PropOrNot qui a compilé une liste de "fausses infos" diffusant "la propagande russe".

La liste comprenait plusieurs sites classés par le groupe comme "de gauche". De manière significative, il a ciblé *globalresearch.ca*, qui reproduit souvent des articles du *World Socialist Web Site*.

Après des critiques très répandues sur ce qui n'était pratiquement rien d'autre qu'une liste noire de sites anti-guerre et anti-établissement, le *Washington Post* a été obligé de publier une rétractation, en déclarant :

"Le Post, qui n'a nommé aucun de ces sites, n'apporte aucune garantie quant à la validité des résultats de PropOrNot."

Le 7 avril, Bloomberg News a rapporté que Google travaillait directement avec le *Washington Post* et le *New York Times* pour "vérifier les articles" et éliminer les "fausses infos". Ceci a été suivi par la nouvelle méthodologie de recherche de Google.

Trois mois plus tard, sur les 17 sites déclarés relais de "fausses infos" par la liste noire discutée du *Washington Post*, 14 voyaient leur classement mondial en baisse. Le déclin moyen de la portée mondiale de tous ces sites est de 25 pour cent, et certains sites ont vu leur portée mondiale descendre de près de 60 pour cent.

"Les actions de Google constituent de la censure politique et sont une attaque flagrante contre la liberté d'expression", a déclaré North. "À un moment où la méfiance du public envers les médias de l'establishment est répandue, cette entreprise géante exploite sa position de monopole pour restreindre l'accès du public à un large éventail de nouvelles et d'analyses critiques".

Andre Damon et Niles Niemuth

EN COMPLEMENT :

L'UNESCO et le "symposium international sur la liberté d'expression" : entre instrumentalisation et nouvelle croisade (il fallait le voir pour le croire) <https://www.legrandsoir.info/l-unesco-et-le-symposium-international-su...> (où un patron de Google s'exprime sur la liberté d'expression...)

»» <https://www.wsws.org/fr/articles/2017/jul2017/goog-j28.shtml>